

COP26: résultats des négociations mondiales et rôle fédérateur du Luxembourg

La 26e Conférence mondiale sur le climat s'est terminée ce samedi sur un accord international mémorable marquant plus d'ambition dans le combat de limiter le réchauffement global, plus de vitesse dans la transition énergétique et plus de solidarité avec les pays les plus touchés par le changement climatique. Le paquet de décisions a été voté malgré les révisions en dernière minute de l'Inde et de la Chine concernant les passages sur les énergies fossiles.

Départ progressif du charbon comme source d'énergie

Pour la première fois dans l'histoire des conférences des parties sous la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la décision finale contient un accord accepté par tous les États sur l'accélération de la transition énergétique mondiale par le biais de l'abandon du charbon et de la réduction des subventions aux énergies fossiles.

Le monde continue à viser les 1,5 degré

La communauté internationale reconnaît les preuves scientifiques que le monde doit faire plus d'efforts en matière de protection du climat au cours de cette décennie pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré. La décision finale stipule que les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être réduites de 45% au cours de cette décennie.

Finalisation du "Paris Rulebook"

Six années après la COP21 à Paris, un accord a été dégagé sur les règles d'application de l'accord de Paris, dont en particulier le fonctionnement des marchés de carbone, la mise à jour tous les cinq ans des "contributions déterminées au niveau national" de toutes les parties, et les règles en matière de transparence.

Luxembourg leader du financement climatique international

Un autre élément central de la décision finale est la solidarité avec les États vulnérables les plus exposés aux impacts du changement climatique. L'aide à l'adaptation aux conséquences inévitables du changement climatique doit être doublée d'ici 2025. Le Luxembourg apportera 220 millions d'euros en tant que "financement climatique international", dont la moitié pour l'adaptation au

changement climatique dans les pays les plus vulnérables, soit le montant le plus élevé par habitant de tous les pays.

Rôle fédérateur du Grand-Duché

En pleine négociation, la présidence britannique avait demandé l'appui du Luxembourg en tant que facilitateur diplomatique du domaine des "pertes et dommages", grâce à la réputation du Grand-Duché comme pays donateur engagé disposant d'une délégation de négociateurs expérimentés en matière de politique climatique et environnementale. Dans l'accord final, le domaine des pertes et dommages a connu d'importants avancements, notamment en ce qui concerne le financement de l'assistance technique aux états insulaires et autres pays vulnérables, afin de se protéger contre les immenses dégâts qu'ils risquent de subir, et subissent déjà, à cause du réchauffement climatique.

Le méthane dans le collimateur

À côté de la décision finale de Glasgow, qui a été acceptée par quelque 200 États, le Luxembourg a également signé bon nombre d'autres déclarations et initiatives telle que la déclaration sur l'accélération de la transition vers 100% de voitures et de camions à zéro émission. Près de 100 pays, dont le Luxembourg, ont également rejoint le "Global Methane Pledge", l'initiative visant à réduire les émissions de méthane d'au moins 30% d'ici 2030 par rapport à 2020 (lien utile: [World Leaders Kick Start Accelerated Climate Action at COP26 | UNFCCC](#)).

Contre le faux étiquetage du nucléaire

Avec l'Allemagne, le Danemark, le Portugal et l'Autriche, le Luxembourg a en outre publié une déclaration commune affirmant que l'énergie nucléaire n'est pas une solution dans la lutte contre la crise climatique et ne doit pas être incluse dans la taxonomie de l'Union européenne comme étant durable (lien utile: [Joint declaration for a nuclear-free EU taxonomy - government.lu](#)).

Sauver les poumons du monde

Finalement, le Luxembourg, ainsi que 141 autres pays, a promis d'arrêter et d'inverser la déforestation mondiale d'ici 2025. La fin de la déforestation mondiale est une précondition absolue pour la réussite des efforts de mitigation, des mesures d'adaptation et des objectifs de séquestration de CO2 par les forêts de la planète (lien utile: [World Leaders Kick Start Accelerated Climate Action at COP26 | UNFCCC](#)).

Communiqué par: ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable